

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

KLAUS CROISSANT ACCUSE SES JUGES

Jugement reporté au 16 novembre

De notre envoyé spécial

Mercredi 2 novembre, Klaus Croissant comparait devant la Chambre d'accusation de la cour d'Appel. Celle-ci devant statuer sur son extradition.

Le procureur général a joué son rôle d'envoyé du gouvernement. Son intervention a appelé les juges à dire oui à l'extradition et les moyens employés ont été particulièrement révoltants.

Il a fait un véritable appel aux juges pour qu'ils fassent une parodie de procès, les incitant plus d'une dizaine de fois à ne pas se faire de soucis : la cause est entendue avait-il l'air de dire, vous n'aurez aucune responsabilité dans l'extradition, alors vous pouvez y aller.

D'autre part, il les a inci-

tés à se désintéresser du dossier et à ne pas examiner l'affaire sérieusement. Pour lui, le problème n'est pas de savoir si les faits recueillis par l'accusation sont exacts. « Il suffit de montrer qu'ils sont punissables ». Les juges ne doivent pas juger, mais punir. Aussi grossier qu'ignoble. Il développera aussi une vision digne de « Ici-Paris » du terrorisme et de Croissant, qualifiant celui-ci d'agent de liaison des semeurs de l'apocalypse.

Quant aux crimes apocalyptiques de Croissant, il en énumère quelques uns : l'avocat a fait circuler en prison « des livres, journaux et documents concernant la poursuite de la guérilla. Il a organisé des grèves de la faim et de la soif et transmis à l'extérieur une interview de Baader ». Quelle

apocalypse ! Tout cela a été affirmé sans aucune preuve à l'appui comme l'ont souligné les avocats.

Klaus Croissant a ensuite dénoncé « la guerre psychologique » déclenchée en RFA. Il a accusé le régime allemand de protéger les criminels nazis et de bafouer les libertés. Il a justifié le fait d'avoir défendu en tant qu'avocat des membres de la bande à Baader.

Les avocats eux, ont véritablement démonté l'accusation. Ils ont souligné que le dossier était tellement vide que d'après « L'Aurore », Giscard aurait téléphoné à Schmidt pour que celui-ci le remplisse un peu. Le gouvernement allemand aurait alors envoyé précipitamment 600 pages pour gonfler le dossier. Mais aucune de ces pièces n'a de rapport avec l'affaire Croissant. Elles

sont principalement liées aux actions terroristes des membres de la bande à Baader.

Ils ont dénoncé l'intoxication à laquelle s'était livré le ministère français de la Justice en versant au dossier une page du torchon allemand le journal « Spiegel », qui utilisait le montage photo pour assimiler Croissant et la bande à Baader et les actions des uns et des autres... ils ont dénoncé le matraquage de la presse, française et allemande, les déclarations inadmissibles de Bonnet ces jours-ci. Le ministre de l'Intérieur a déclaré en effet être convaincu de la culpabilité de Croissant et qu'il ferait tout pour qu'il soit extradé.

(Suite page 3)

Lévesque prêche pour sa paroisse

René Lévesque, premier ministre du Québec est arrivé à Paris cette semaine en visite officielle. Il a rendu à plusieurs reprises hommage à De Gaulle qui avait crié : « Vive le Québec libre » devant des milliers de Québécois et de Québécoises, il y a 10 ans. Il a vanté les

bons rapports entre les gouvernements français et québécois. Reçu en grande pompe par tout ce que la France peut posséder de politiciens au pouvoir, Lévesque a beaucoup parlé d'approfondir la coopération franco-québécoise. (Voir nos articles page 3)

Apalategui amnistié

Le militant Apalategui a été amnistié par le tribunal de Madrid, mercredi. Accusé de l'enlèvement de l'industriel basque Javier de Ibarra, Apalategui avait été incarcéré à la prison des Baumettes, à Marseille, le 21 juin. Le gouvernement espagnol demandait alors son extradition.

Du 30 juillet au 3 sep-

tembre, il fit la grève de la faim, soutenu par la solidarité de milliers de démocrates basques, espagnols et français. Cette énorme mobilisation obligea la justice française à laisser Apalategui en liberté surveillée. C'est la même pression des masses qui a contraint le gouvernement espagnol à lui accorder l'amnistie.

Arrestations et condamnations en Afrique du Sud

Soixante trois Africains ont été arrêtés au cours des derniers jours à Bloemfontein, la capitale de l'Etat libre d'Orange à la suite des différentes luttes menées dernièrement dans la province. Ces Africains sont en majorité des élèves des écoles secondaires qui font le boycottage des classes et refusent de se présenter aux

examens pour protester contre la politique raciale de l'éducation. Les détenus seront inculpés de « violence publique ».

Dans la même province, un jeune africain de 17 ans a été condamné mercredi à 5 ans de prison ferme après avoir été jugé coupable de l'incendie d'un établissement scolaire.

Renforts militaires au Sénégal

Le gouvernement français a envoyé dans la nuit de mardi à mercredi des renforts à la garnison française située à Cap Vert au Sénégal. Le Sénégal se situe juste au Sud de la Mauritanie. Le but de la ma-

nœuvre est clair, d'ailleurs le gouvernement lui-même ne cache pas le lien entre l'envoi de ces renforts et le problème du Sahara. Les dangers d'une intervention française se confirment ; le gouvernement s'y tient prêt.

Grèves en Israël

Mercredi, l'industrie, les services et les transports israéliens ont été désorganisés par des grèves tournoyantes de protestation contre la nouvelle réforme économique.

Ces grèves ont touché tout le pays et tous les secteurs de l'économie.

Déjà, plusieurs patrons ont dû céder aux revendications des employés. Dans une importante usine au Nord d'Israël, la simple menace de grève a fait plier le patron qui a promis une augmentation de 10 % des salaires.

(Voir article page 2)

Manifestations en Cisjordanie

Des lycéens et des étudiants ont manifesté mercredi en Cisjordanie, notamment à Ramallah et Naplouse pour marquer le 60e anniversaire de la déclaration Balfour et pour protester contre la volonté d'Israël d'annexer la Cisjordanie.

A Naplouse, les manifestations ont pris une grande ampleur. Les lycéens et les étudiants ont dressé des barricades dans les rues et se sont attaqués aux véhicules israéliens. La police est intervenue pour réprimer ces manifestations.

HOMMAGE A LA REVOLUTION D'OCTOBRE 1917



Congrès du Soviet de Pétrograd. (Photo archives HR).

En février 1917, les peuples de Russie ont renversé le tsar. Mais Kérénski, le bourgeois, a pris la place du dictateur renversé. Il a créé un gouvernement provisoire. Les peuples de Russie ne veulent pas plus de ce gouvernement bourgeois qu'ils ne voulaient de la dictature tsariste !

Ce qu'ils veulent, c'est diriger eux-mêmes le pays. Lénine au nom du Parti bolchevik a lancé le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets ! ». Les Soviets ce sont des assemblées de délégués élus à la base, responsables devant la base, élus par les ouvriers, les paysans pauvres, les soldats et les marins révolutionnaires, responsables devant eux.

C'est au cri de « Vive les Soviets ! » que les ouvriers et soldats révolutionnaires prendront le Palais d'hiver en octobre 1917. Ils instaureront le pouvoir des Soviets, dirigés par le Parti bolchevik : la dictature du prolétariat !

(demain : l'insurrection d'Octobre)

• Cruas-Meysses (Ardèche)

12e jour de grève de la faim

Trois jeunes font actuellement une grève de la faim et cela depuis maintenant dix jours. Dans une lettre ouverte au préfet de l'Ardèche, ils demandent : « L'arrêt des travaux de la centrale de Cruas-Meysses, le retrait des forces de l'ordre, le démantèlement des installations déjà effectuées, le respect de la volonté populaire qui s'est exprimée contre la centrale de Cruas. »

Ces trois jeunes sont originaires de Saint-Marcel d'Ardèche. Ils sont respectivement architecte, ouvrier agricole, et chômeur.

Television

Dimanche — 21 h 30 — A 2

«Enquête sur la santé mentale des Français»

Karlin, auteur de la série dont c'est la dernière émission, cache derrière une approche libérale, une conception tout ce qu'il y a de plus bourgeois sur les maladies mentales et leurs causes.

Dans la première émission, il prétendait que les parents étaient les principaux responsables du « destin » de leurs enfants. Mais n'est-ce pas plutôt la société qui a tracé un avenir déterminé aux enfants selon qu'ils appartiennent à telle ou telle classe sociale ?

Dans la deuxième émission, il a prétendu que la famille les parents, le père surtout, étaient à l'origine des problèmes ou maladies mentales des jeunes, ces dernières étant la manifestation du rejet de l'influence des parents.

La société qui opprime à la fois les jeunes et leurs parents est absente du réquisitoire de Karlin. Pourtant elle est certainement la principale cause des difficultés des jeunes, même sur le plan mental.

La troisième émission promet d'être un couronnement à tout ceci. Son propos est de s'interroger « sur le destin des hommes, au delà de la confrontation sociale qu'ils ont rencontrée... dans une usine. »

L'idéologie du soi-disant « marxiste » Karlin est l'idéologie psychiatrique qui est totalement bourgeoise et n'a rien à voir avec le marxisme. Karlin n'aspire visiblement pas à changer la société.

Lundi — 21 h 45 — TF 1

Maïakowski

Vladimir Maïakowski est né le 7 juillet 1893 à Bagdad (Géorgie). A quinze ans, il adhère au Parti communiste de l'URSS. Il est arrêté en 1908 et en 1909. Il fait douze mois de prison après sa deuxième arrestation.

En 1911, il entre à l'école des Beaux arts de Saint-Petersbourg d'où il est vite renvoyé pour agitation politique.

Après avoir rejeté le futurisme, théorie bourgeoise à la mode qui exaltait la vie ardente, le modernisme, le machinisme, la vitesse, et vers laquelle il s'était tourné un moment, il s'oriente vers une poésie révolutionnaire. Il met son art au service de la classe ouvrière.

« Toute ma force
Sonnante de poète
Je te la donne,
Classe à l'attaque »
(Dans le poème : Vladimir Lénine).

Sa poésie, Maïakowski la veut non pas pour un lecteur, individuel mais pour la masse du peuple. Il va dire ses poèmes dans les usines et demande aux travailleurs des critiques. Il écrit par exemple :

« J'ai dit des vers pour les paysans, dans le palais de Livadia. J'ai dit des vers ces derniers mois, dans les docks de Bakou, à l'usine Schmidt de Bakou, au club ouvrier de Tiflis, j'ai dit des vers debout sur une tour de métallurgie pendant l'heure du déjeuner... »

Maïakowski écrit des poèmes touchant à la réalité quotidienne, des petits poèmes et slogans politiques, des poèmes accompagnant des dessins humoristiques sur la guerre civile, la production, la lutte du prolétariat.

Dans un discours au Congrès des métallurgistes en 1922, Lénine disait : « Hier, j'ai par hasard, lu dans les Izvestia un poème de Maïakowski sur une thème politique... Il y a longtemps que je n'ai éprouvé un pareil plaisir du point de vue politique et administratif. Dans son poème il tourne complètement en dérision les réunions et se paye la tête des communistes, parce qu'ils n'arrêtaient pas de faire réunion sur réunion. Je ne sais pas pour ce qui est de la poésie, mais pour ce qui est de la politique, je garantis que c'est tout à fait juste. »

Staline déclarait : « Maïakowski est et reste le meilleur, le plus grand poète de notre époque soviétique. »

Maïakowski est avec Pottier, Gorki, Lou Sin un des plus grands poètes de la révolution et du socialisme.

• Argentine

LES GREVES S'ETENDENT !

Depuis la fin de la semaine dernière, de grandes luttes ont démarré en Argentine, grèves touchant les chemins de fer, le trafic aérien et les métros.

Mardi soir, le gouvernement de Videla a décidé de placer le métro de Buenos Aires sous le contrôle de l'armée. Un communiqué officiel signale que les forces armées ont été chargées de « garantir la liberté du travail, la sécurité du personnel et celle des utilisateurs » dans le métro de la capitale argentine.

Par contre, quelques heures plus tôt, la direction des chemins de fer (qui est une entreprise nationale), après avoir menacé les grévistes de renvoi et de prison, leur a proposé une augmentation allant de 34 à 43 % selon les catégories. On ne connaît pas encore la réponse des travailleurs à cette proposition.

Les travailleurs protestaient aussi contre l'arrestation de certains de leurs camarades. Durant le même temps, la grève des employés de la compagnie d'Etat de l'eau et de l'électricité à Rosario, qui réclament des augmentations de salaires, a été déclarée illégale par la dictature.

Des mots d'ordre de grève ont également été lancés mardi dans les secteurs publics, notamment les postes et les télécommunications.

Les augmentations de salaires réclamées se situent entre 80 % et 100 % (un ouvrier touche en moyenne moins de 500 F par mois).

Enfin, mardi a eu lieu la fermeture d'une usine frigorifique de la banlieue de Buenos Aires pour mauvaise gestion et cette fermeture aura pour conséquence la mise sur le pavé de 1 700 ouvriers.

Des mots d'ordre de grève ont également été lancés mardi dans les secteurs publics, notamment les postes et les télécommunications.

Enfin, mardi a eu lieu la fermeture d'une usine frigorifique de la banlieue de Buenos Aires pour mauvaise gestion et cette fermeture aura pour conséquence la mise sur le pavé de 1 700 ouvriers.

• Brésil

Reprise de la grève

Vendredi, les ouvriers du métro avaient entamé une grève pour revendiquer une augmentation de salaire (le salaire minimum à 200 dollars). Les grévistes avaient accepté de reprendre le travail pendant 24 heures afin de faciliter les négociations mais ils ont décidé de poursuivre la grève afin d'aboutir au succès de leurs revendications.

Crise économique en Israël

Lundi, la Knesseth (parlement sioniste) a approuvé la nouvelle réforme économique présentée par le gouvernement. Les nouvelles mesures comprennent la suppression de tous les contrôles de changes la suppression des aides aux exportations. La livre, devenue flottante, pourrait être dévaluée de 30 % par rapport au dollar. Les différents cours de la livre sont supprimés etc.

Une autre série de mesures accompagne ces dernières : la TVA sera portée de 8 % à 12 %, les prix des produits de première nécessité seront augmentés de 15 % en moyenne car il n'y

aura plus de subvention de l'Etat pour ces produits.

Ces mesures, au caractère antisocial évident ont pour but d'attirer des capitaux vers Israël, capitaux dont elle a besoin pour poursuivre sa politique de guerre. La classe ouvrière israélienne devra faire les frais de cette nouvelle politique et même la « Histadrouth » (syndicat sioniste de collaboration) a fait savoir sa désapprobation.

Un dirigeant syndical a en effet indiqué que les ouvriers devront désormais exiger chaque mois un réajustement de leurs salaires.

L'ancien ministre des finances du gouvernement

travailliste a déclaré pour sa part que cette nouvelle politique entraînerait en 1978 une « augmentation du coût de la vie de 40 % et un chômage qu'Israël, pays d'immigration ne saurait supporter ».

Lundi, les personnels d'entretien et de maintien de la compagnie israélienne d'aviation « El Al » ont entamé une grève sans préavis afin de protester contre cette nouvelle politique économique du gouvernement. La compagnie a dû suspendre tous ses vols.

Il semble que de nouvelles actions de ce genre sont à prévoir.

• Grande Bretagne

Les mineurs britanniques ont rejeté le « contrat de productivité » que leur proposait la direction des charbonnages. Le contrat prévoyait la négociation, puits par puits, d'objectifs de production. Les augmentations de salaires prévues ne dépassaient pas 23,50 livres par semaine pour les mineurs de fond qualifiés, des primes supplémentaires seraient versées en cas de dépassement.

Les mineurs ont refusé ce contrat dont le but est d'accroître la production tout en laissant les salaires à un bas niveau. Les mineurs revendiquent pour leur part un salaire de 135 livres par semaine.

Le refus des mineurs est un rude coup pour le gouvernement qui essaye d'appliquer partout sa politique antisociale de limitation des augmentations de salaires, d'autant plus que l'influence des mineurs est grande. Les mineurs ont un rapport de force considérable car la production d'électricité est essentiellement thermique en Grande-Bretagne et le charbon reste fondamental pour l'industrie. Ce poids des mineurs est tel que, à la suite de l'annonce du refus, la livre a baissé d'1 % par rapport au dollar.

Mais les mineurs ne sont pas les seuls à gêner la politique antisociale du gouvernement : les pompiers demandent 30 % d'augmentation, les ouvriers agricoles 54 % et le personnel de la BBC 30 %.

Les travailleurs de Grande-Bretagne en ont assez de se serrer la ceinture pour que soient préservés les profits des gros capitalistes, c'est pourquoi la politique du gouvernement se confond de plus en plus fréquemment au refus des travailleurs.

• OIT

Les USA viennent d'annoncer officiellement leur retrait de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). L'OIT a été fondé en 1919 lors de la signature du Traité de Versailles. Elle rassemble les représentants patronaux et syndicalistes de chaque pays. Son but : élaborer des normes sociales, conventions et recommandations internationales et elle possède aussi un service d'assistance technique.

Le retrait des USA de l'OIT a été réclamé par la puissante centrale de collaboration de classe AFL-CIO et par la chambre de commerce patronale des USA. Ces deux organisations se plaignent de la politisation croissante de l'OIT qui devient un instrument des pays progressistes et du tiers-monde. Enfin, les USA avaient très mal accepté et s'étaient insurgés contre la suspension d'Israël de l'OIT et l'octroi à l'OLP d'un statut d'observateur.



60 millions pour décembre

Les ouvriers de l'imprimerie qui fabriquent notre journal (quotidien et bi-mensuel) ont organisé entre eux une collecte pour contribuer au succès de la campagne de souscription.

Les camarades qui s'occupent de l'administration du journal ont également organisé la souscription (un premier versement) parmi leurs membres.

Les deux collectes ont rapporté la somme de 4 345 F.

DES LIVRES A LIRE, A ETUDIER A UTILISER...

Etudions l'économie politique
Tome I : le capitalisme 22,00 F
L'impérialisme aujourd'hui 19,00 F
Sur le matérialisme dialectique 20,00 F
Economie rurale en Chine 18,00 F
Livres traduits du chinois et édités par
E 100 (EDITIONS DU CENTENAIRE)
24, rue Philippe de Girard
75010 - Paris

En vente dans toutes les bonnes librairies et notamment

Les Herbes sauvages (75020 - Paris) La Force du livre (69001 - Lyon)

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!



En visite officielle à Paris

Lévesque prêche pour sa paroisse

«Vive le Québec libre» : vous vous en souvenez peut-être, c'était De Gaulle au Canada en 1967. Les acclamations de la foule lui avaient répondu. Le gouvernement canadien avait fait la fine bouche. De Gaulle avait voulu se tailler un peu de popularité à bon compte. Le gouvernement français avait aussi d'autres objectifs lors de cette visite. La présence du chef du gouvernement québécois à Paris ces jours derniers revêt un peu les mêmes caractéristiques.

Déjà, les prédécesseurs de Lévesque avaient été chaleureusement accueillis en France. Le gouvernement français avait toujours répondu favorablement aux demandes de collaboration économique, culturelle ou autre.

Aujourd'hui pour le gouvernement français comme pour Lévesque, l'enjeu était plus important encore, dans la mesure où le référendum de 1979 pourrait faire de Lévesque un chef d'Etat. Il cherche à se placer, le gouvernement français aussi.

Le Québec est à l'heure actuelle une région du Canada. Il s'agit en fait d'une nation qui a ses caractéristiques propres et qui se trouve aujourd'hui exploitée en tant que nation par la bourgeoisie canadienne. C'est en parlant avec démagogie de séparation du Québec, par rapport au Canada anglais que Lévesque s'est fait élire.

Un référendum est prévu sur l'indépendance du Québec en 1979. Lévesque, chef du Parti québécois

espère bien gagner ces élections, ce qui lui permettrait de servir au mieux les intérêts de la bourgeoisie québécoise qu'il représente.

C'est tout d'abord dans ce cadre qu'il faut remplacer sa venue en France. Il cherche l'appui de Giscard,

comme De Gaulle avait donné son appui officiel, en 1967. Cela permet aussi à la bourgeoisie québécoise de se libérer un minimum seulement de la tutelle économique des USA, la superpuissance voisine. C'est ainsi que l'on a vu Lévesque se rendre sur la tombe de De Gaulle en montrant bien aux journalistes comme il était ému. Philippe De Gaulle l'accompagnait, histoire de faire plus familial.

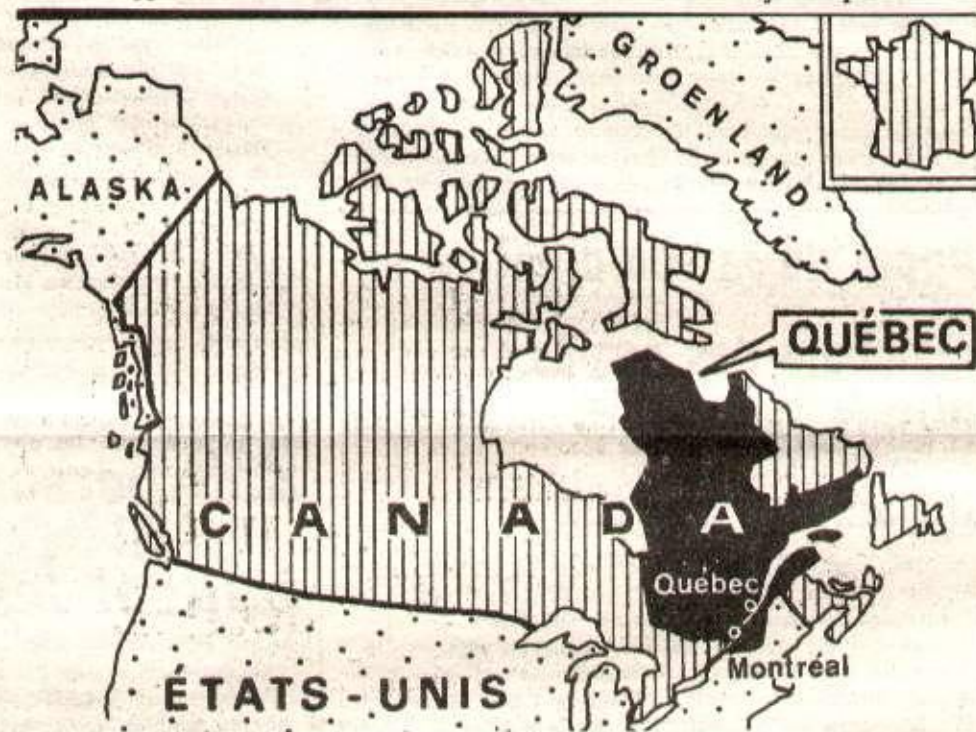
Ce que Lévesque cherche aussi, c'est des contrats avec les monopoles français, par l'intermédiaire de Giscard.

Les matières premières ont été au centre des

discussions économiques. Le Marché commun (dont la France) est le deuxième marché d'exportation du Québec, notamment pour le cuivre, le minerai de fer, l'acier, le zinc. Une coopération francoquébécoise se développe aussi au Québec pour l'exploration de l'uranium.

Le développement de ces relations économiques intéresse aussi bien Lévesque que Giscard. Elle leur permet de se débarrasser un tant soit peu de la tutelle améri-

caine, ce qui n'est pas une mauvaise chose. Elle permet surtout aux bourgeoisies française et québécoise de faire de juteux profits.



Le Québec et le Canada. En haut à droite, la France à la même échelle.

Croissant accuse ses juges

(Suite de la page une)

Les avocats ont ensuite insisté entre autre sur le fait scandaleux que Croissant n'avait jamais fait l'objet du moindre jugement et de la moindre condamnation en Allemagne, et que pourtant il avait été emprisonné et avait fait l'objet de deux mandats d'arrêt. Ils ont dénoncé les prétentions du gouvernement allemand qui donne des consignes à la justice française dans la lutte contre le terrorisme alors qu'il protège les pires terroristes de notre époque : les criminels nazis. Ils ont rappelé que le haut magistrat allemand qui avait demandé l'extradition est un ancien SA, ex-membre du parti nazi. Ils ont rappelé les atrocités nazies et le refus des autorités allemandes d'extrader ces criminels.

Ils ont enfin montré que contrairement aux affirmations du procureur, la défense de la bande à Baader était une défense politique, que les documents de l'accusation allemands et français eux-mêmes le prouvent, et que donc l'extradition doit être refusée.

Le Québec : une nation

«Un des mythes les plus largement répandus par la bourgeoisie canadienne - particulièrement parmi les travailleurs du Canada anglais - c'est que le Québec n'est pas une nation.

«Par exemple : «nous sommes tous des immigrants ici, qu'on soit Grecs, Italiens, ou Français... Si les Québécois n'aiment pas parler anglais, ils n'ont qu'à retourner en France».

«La version la plus répandue de ce mythe, présente le Québec comme un des deux principaux «groupes linguistiques» du Canada. On lui accorde certains droits linguistiques et culturels, mais pas plus.

«Les Canadiens français, au Québec, ne sont pas seulement un groupe d'immigrants francophones, ni un important groupe linguistique, qui se serait concen-

tré par hasard dans une province. Ils forment une nation opprimée, privée de ses droits fondamentaux par la bourgeoisie canadienne».

Puis, reprenant les critères élaborés par Staline pour définir une nation, nos camarades canadiens concluent :

«La nation québécoise tire ses origines des colons français venus s'établir ici au début du 17^e siècle. (...)

«Avec la langue française, une culture distincte, un territoire propre et une histoire commune bâtie durant les deux siècles derniers, le peuple québécois est devenu une nation».

POUR CORRESPONDRE
PAR TÉLÉPHONE : 202 18 27

nouvelles intérieures

Lévesque : l'impasse

Extraits de «La Forge»
journal de la Ligue
Communiste
(Marxiste-léniniste)
du Canada

«La campagne du référendum du Parti québécois est lancée en grand. (...)

«Mais le charme n'a pas pris beaucoup. Le premier ministre Lévesque, s'est fait huer à pleins poumons le 30 septembre à Sept-Îles, ville du Nord du Québec. Ces travailleurs sont furieux à cause du décret imposé par le gouvernement du Québec dans l'industrie de la construction. Ce décret leur enlève des droits syndicaux et constitue un nouveau pas en avant vers l'intégration des syndicats dans l'appareil d'État. (...)

«Ainsi, le peuple travailleur du Québec a commencé à faire voir au Parti Québécois (PQ) sont profond mécontentement. Il y a un an, le PQ s'est fait élire en promettant un «bon gouvernement». Aujourd'hui, qu'il a démontré qu'il ne vaut pas plus cher qu'un autre gouvernement bourgeois, il appelle le nationalisme étroit à la rescousse et clame que la séparation est la seule planche de salut pour régler les problèmes des travailleurs québécois. Mais c'est faux !

Après avoir démontré que la séparation du Québec va à l'encontre des intérêts des ouvriers québécois, car elle divise la classe ouvrière, nos camarades de «La Forge» concluent : «Le Parti québécois et les capitalistes québécois qu'il représente ne visent qu'un but avec la séparation : accroître leur propre part de l'exploitation par rapport à celle des capitalistes canadiens-anglais».

Socialisme et nation québécoise

Extraits de «La Forge»
journal de la Ligue
communiste
(marxiste-léniniste)
du Canada

«Au Canada, ce n'est que sous le socialisme que les droits de la nation québécoise - y compris le droit à la séparation si elle le désire - seront garantis. Et pour atteindre cet objectif, l'unité des travailleurs des deux nations est essentielle. Les travailleurs québécois doivent rejeter le nationalisme étroit de la bourgeoisie et les travailleurs canadiens-anglais, de leur côté, doivent défendre les droits de la nation québécoise».

Rassemblement national du 6 novembre

«OCTOBRE AUJOURD'HUI»

A la Mutualité de 13h à 22h



Les Gardes rouges à l'assaut du Palais d'hiver.

★
Ceux qui dirigent aujourd'hui l'URSS de Brejnev profitent de l'anniversaire d'Octobre 1917 pour faire croire que l'URSS d'aujourd'hui reste celle de Lénine. C'est faux !

Ceux qui dirigent aujourd'hui le PCF de Marchais profitent de la Révolution russe de 1917 pour faire croire que ce sont eux les vrais défenseurs des ouvriers et que la seule solution, c'est un «bon Programme commun». C'est faux !

Octobre 1917, c'est la révolution prolétarienne pour le socialisme, la dictature du prolétariat. Octobre 1917 vit aujourd'hui. Nous en parlerons avec vous le 6 novembre...



• Dubigeon-Nantes

VERS LA FIN DE LA GREVE ?

Mercredi, la CFDT a appelé les travailleurs à se prononcer sur la continuation ou non de la grève, bien que rien n'ait été obtenu. Ce vote est l'aboutissement d'un processus par lequel les travailleurs ont été peu à peu poussés au découragement.

Les dirigeants de la CGT qui ont saboté tout au long de ces presque deux mois de grève toutes les initiatives pouvant permettre de frapper plus durement le patronat et d'élargir le soutien des autres travailleurs, s'est permis de prendre une position de «fermeté» et de poursuite de l'action.

Moins de la moitié des travailleurs présents ont participé au vote et sur les 712 votants, 547 ont opté pour la reprise. Ce sur quoi

la CFDT a, à son tour opté «compte tenu du vote» et va chercher les conditions pour une reprise unitaire avec la CGT.

La lutte de ligne traverse à la fois la CFDT et la CGT : l'attitude de quelques membres du PCF dans l'action à la Chambre de commerce n'a pas été soutenue par la masse des adhérents CGT ; de même, la consultation de mercredi n'a été obtenue qu'au prix de manœuvres du bureau des Métaux CFDT de Nantes.

Ceux qui ont empêché de part et d'autre toute mobilisation sérieuse, et freiné les initiatives portent la responsabilité du coup très dur que risque d'encaisser la classe ouvrière de Nantes à travers ce qui serait un grave échec à Dubigeon.

• Allonnes-Sarthe

La Mairie PCF réquisitionne des grévistes

Vendredi dernier, le maire d'Allonnes dans la Sarthe, s'est payé le luxe de réquisitionner les grévistes. Les ouvriers de la société de chauffe «Montenay» sont en grève et de fait, le chauffage n'est pas assuré. En les réquisitionnant, le maire PCF les rend responsables de la grève et dédouane ainsi les patrons. Il est à noter que Monsieur le maire a pris cette décision en accord avec l'Union départementale CGT. Il faut ce qu'il faut !

Foyers Sonacotra en greve

Le Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève organise le jeudi 3 novembre 1977, à 16 h au 14, rue du Nanteuil une conférence de presse.

Le Comité de coordination des foyers Sonacotra a décidé de faire appel de la décision scandaleuse prise par la justice déboutant la Sonacotra de ses responsabilités quant à la gestion des foyers.

En effet, le 12 septembre après 15 mois d'instruction, le juge Colonna ordonne un non-lieu quant à l'illégalité de la hausse des loyers par la Sonacotra. Il paraît que la Sonacotra ne connaîtrait pas les textes en vigueur quant au taux maximum toléré pour la hausse des loyers.

Or, trois ministères sont concernés par la gestion des foyers Sonacotra (intérieur, finances, travail). Cette décision scandaleuse du juge Colonna doit être dénoncée avec la plus grande vigueur et notre soutien aux grévistes des foyers Sonacotra ne doit pas se démentir surtout à un moment où le pouvoir met en place un plan de vidage des immigrés sur une grande échelle.

«Nous appelons tous les camarades et amis de notre journal à aller nombreux au tribunal le vendredi 4 novembre 1977, à 14 heures, Chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. On peut aussi envoyer des

Le travail de rédaction de la page quatre est difficile et ardu. D'une part, nous devons fixer des orientations de travail pour les camarades ou donner notre point de vue sur des sujets d'actualité. D'autre part, nous devons rendre compte d'un certain nombre de luttes importantes pour toute la classe ouvrière de notre pays.

C'est pour ces deux raisons que nous avons multipliés et continuerons de le faire, les éditoriaux ouvriers et que d'autre part, nous privilégions les brèves (courts articles) et certaines luttes importantes comme celle de Dubigeon. Car la lutte y est d'une grande importance.

Certaines lettres de nos lecteurs ou de nos camarades insistent fortement pour que nous passions intégralement des articles longs et forts intéressants. Or, ce n'est guère possible.

D'abord, il faut bien voir que nous n'avons qu'une page, soit 9 000 caractères, titre compris, et qu'il est donc impossible d'y mettre des articles de 4 000, voire 5 000 caractères (une demi-page) relatant une grève, article dont l'utilisation politique se fait au niveau d'une seule ville ou d'une région. Il y a des villes et des régions qui envoient énormément de courrier, au moins deux lettres ou coups de téléphone par semaine.

Appel de la coordination régionale des écoles d'éducateurs et travailleurs sociaux

Suite à la Coordination régionale du 26 octobre qui réunissait : Brest, Rennes, Tours, Alençon, Vaugeois, Montreuil, Nantes, Angers, Saint-Brieuc, Caen.

Il a été décidé une journée nationale d'action le 4 novembre sur les revendications suivantes : abrogation des quotas (promotion sociale), déblocage des fonds AGFI 3 S*, ouverture des négociations pour la reconnaissance des travailleurs sociaux en formation.

Un rassemblement est prévu le 4 novembre à 10 h 30, place de l'École militaire, Paris 7e, métro École militaire. Un autre est prévu le même jour l'après-midi au siège de l'AGFI 3 S, Bd Haussmann, Paris 8e.

* «Nous prions nos correspondants de Caen de nous expliquer clairement les deux premières revendications et notamment la signification de AGFI 3 S, car nous ne savons pas du tout ce que cela recouvre. Il est important que dans toutes les correspondances, tous les sigles soient expliqués. A plus forte raison dans ce secteur où ils se multiplient à souhait.

Encore une fois sur les correspondances

Il serait faux de faire la page uniquement avec ces correspondances. Et un récit de lutte n'est guère exploitable en lui-même à moins que les formes de luttes mises en avant aient permis aux ouvriers de gagner sur leurs revendications et servent de phare à la classe ouvrière.

Notre travail politique consiste donc avant tout à expliquer notre ligne politique et donc à la lumière de cette ligne politique à souligner ce qui est positif, exemplaire et aussi ce qui est négatif quand les ouvriers font les frais de la politique antipopulaire et antiouvrière des dirigeants syndicaux.

D'autre part, beaucoup d'articles ne mentionnent ni le lieu, ni la nature de l'entreprise. Elles ne sont donc pas utilisables. Mais que ceci n'empêche pas les camarades qui nous ont écrit ces lettres de nous demander pourquoi elles ne sont pas passées.

Nous répétons ce que nous avons déjà dit : nous avons absolument besoin d'informations concises, claires présentant des faits bruts. Pour cela, utiliser le répondeur. Ne jamais utiliser le répondeur pour des articles non-urgents ou trop longs. Nous en avons reçu un de plus d'une page de quotidien qui nous a pris entre 1 h 30 et 2 h pour être retranscrit.

Le 6 novembre, nous serons à la disposition des lecteurs et camarades afin de mieux expliquer ce qui fera la force de la page quatre.

• Tours

250 personnes saluent les Lip

Cinq travailleurs de LIP sont venus populariser leur lutte à l'invitation de la CFDT et vendre différents objets dont le chômage-poly à l'exception de montres, vente interdite par Royer et les flics.

La chorale révolutionnaire «La Barricade» ouvrait la soirée devant 250 travailleurs attentifs, solidaires du combat exemplaire des LIP. Suivaient un film et un débat sur les formes de leur lutte et les perspectives.

Dans le même temps, les dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT organisaient une manifestation de division pour soutenir les fonctionnaires et dans la soirée, des réunions-débats sur le Programme commun.

Correspondant HR - Tours

• Spay-Le Mans

Lutte au «Tabac reconstitué»

Les 18, 19, et 20 octobre, les travailleurs de cette entreprise de 320 ouvriers ont suivi des débrayages de deux heures à l'appel de la CGT et de la CFDT, dans le cadre d'un mot d'ordre national lancé par les fédérations papétières.

Au deuxième arrêt, jeudi, la direction a profité de l'arrêt de la production pour faire effectuer une réparation sur l'une des deux principales machines de fabrication par une entreprise extérieure !

Devant la colère des travailleurs la direction proposait aux ouvriers travaillant normalement sur la machine restée disponible de reprendre le travail, les autres travailleurs restant lock-outés.

La section CGT a appelé les travailleurs à la grève illimitée, pour le réemploi immédiat de tout le personnel de fabrication et pour la défense du droit de grève. Les travailleurs veulent aussi voir aboutir leurs revendications défendues lors des journées des 18, 19 et 20 octobre.

A la réunion du Comité d'entreprise la direction a refusé de négocier sur les revendications des travailleurs. La section CFDT a dénoncé à son tour le lock out.

Le meeting organisé par la section CGT a vu se renforcer la détermination des travailleurs et la grève se poursuit.

CORRESPONDANT HR LE MANS



messages de solidarité aux grévistes des foyers Sonacotra à l'adresse suivante :

Comité de Coordination des foyers Sonacotra
en grève

14, rue de Nanteuil - 75015 Paris